

<https://divergences.be/spip.php?article4487>

Revue libertaire internationale en ligne

DIVERGENCES

Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

USA Un coup d'État se prépare

- Aujourd'hui - 2026 - mars 2026 -

Date de mise en ligne : vendredi 27 février 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Convergences](#)

Seule la gauche socialiste peut l'arrêter. (???)

La faction montante du Parti républicain s'organise pour voler les élections législatives et présidentielles de 2028 et consolider la domination des minorités sur les trois branches du gouvernement des États-Unis. La direction centriste du Parti démocrate est clairement incapable de les en empêcher.

Au cours des trois prochaines années, la gauche doit prendre l'initiative et mener une large mobilisation populaire pour tenter d'empêcher l'instauration d'un régime autoritaire.

L'urgence de former un tel mouvement fait de la campagne présidentielle de 2028 un terrain d'intervention crucial pour la gauche : nous avons besoin d'une campagne qui puisse à la fois remporter les primaires démocrates et mener un mouvement populaire organisé et mobilisé à la confrontation avec les forces de l'autoritarisme.

Sur le plan programmatique, ce mouvement échouera s'il se fonde uniquement sur un appel abstrait à la « démocratie » : il doit au contraire s'ancrer dans un programme ambitieux et populaire qui touche les travailleurs et s'appuie sur la réalité de notre vie quotidienne. En termes de portée, le mouvement a besoin d'une large base de plusieurs millions de personnes qui ne se contentent pas de s'opposer passivement à l'administration Trump, mais qui sont prêtes à agir pour la combattre. En termes de structure, cette base de masse ne peut être maintenue par une fine couche d'ONG ou par les syndicats (qui ne représentent que 10 % des travailleurs américains), mais doit plutôt être unie par une couche engagée de leaders organiques issus de tous les secteurs de notre société.

Le coup d'État probable

La voie la plus facile pour un coup d'État de droite est une manœuvre apparemment légale qui s'appuie sur les avantages offerts par la nature profondément antidémocratique de la Constitution américaine. Les éléments nécessaires à un tel coup d'État constitutionnel sont déjà largement en place.

La Cour suprême est en passe d'abroger en juin la section 2 du *Voting Rights Act*, qui depuis cinq décennies oblige les États du sud à créer des circonscriptions électorales à majorité noire. Cette décision ouvrira la voie aux États du sud pour qu'ils suivent l'exemple du Texas et redécoupent de manière agressive leurs circonscriptions électorales afin de priver les électeurs noirs de leur pouvoir et de garantir une délégation majoritairement républicaine en 2026 et 2028.

Si les démocrates peuvent, en réponse, entreprendre leur propre redécoupage électoral en guise de représailles, les républicains disposent d'un certain nombre d'avantages asymétriques : les démocrates sont plus concentrés dans les zones urbaines, les États bleus sont plus susceptibles d'avoir adopté des réformes de redécoupage électoral qui limitent leur capacité à riposter, et le Parti démocrate est moins uni politiquement autour du redécoupage électoral partisan. Il est très probable que les républicains obtiennent une carte électorale nationale qui leur permette de « remporter » la majorité à la Chambre des représentants, même si les électeurs soutiennent les démocrates avec jusqu'à cinq points de pourcentage d'avance.

Le redécoupage électoral de la Chambre ne se contente pas de consolider le contrôle des minorités sur le pouvoir législatif ; grâce à son contrôle de la Chambre, le Parti républicain peut poursuivre son coup d'État constitutionnel, en exploitant le rôle du Congrès dans la certification des résultats des élections présidentielles et dans la résolution des litiges au sein du Collège électoral.

Les législatures républicaines des États, même dans les États où les démocrates remportent les élections, et même dans les États où le gouverneur est démocrate, peuvent envoyer des délégations d'électeurs frauduleux au Congrès. Le Congrès contrôlé par les républicains pourrait soit certifier les électeurs frauduleux, soit affirmer que l'existence de deux groupes d'électeurs concurrents signifie qu'il n'y a pas de majorité, et choisir lui-même le président.

En effet, en vertu du 12e amendement de la Constitution américaine, le vote de la Chambre sur la résolution des élections présidentielles contestées est effectué par des délégations d'États pondérées de manière égale, plutôt que par un vote complet de la Chambre. De ce fait, les républicains pourraient même tenter cette manœuvre sans disposer d'une majorité à la Chambre. Une minorité au Congrès ou une majorité au Congrès obtenue grâce à un découpage électoral abusif pourrait installer un président républicain, même face à un résultat électoral clair et à une opposition écrasante de la part du public, sans violer ouvertement la Constitution.

Ces manœuvres procédurales particulières sont le moyen le plus probable pour les républicains de voler l'élection de 2028, mais tout porte à croire qu'ils sont ouverts à des méthodes plus directes. Si l'annulation des élections ou l'organisation d'un coup d'État militaire semblent très improbables, des options extra-légales moins spectaculaires – une répétition de l'insurrection du 6 janvier, l'imposition de restrictions au droit de vote, le déploiement de l'ICE ou de la Garde nationale dans les bureaux de vote urbains, les poursuites judiciaires politisées contre les élus démocrates – sont clairement à l'ordre du jour. Et bien sûr, il y a toujours l'atout majeur de l'élection : compter sur la Cour suprême, dominée par les républicains et antidémocratique, pour déclarer un vainqueur.

Ce coup d'État n'est pas inévitable, mais notre situation est extrêmement grave. Si les républicains parviennent à consolider leur contrôle sur les trois branches du gouvernement sans le soutien populaire, ils seront plus profondément et existentiellement attachés que jamais à l'autocratie et au gouvernement minoritaire. Leur seule option pour conserver le pouvoir sera d'intensifier rapidement la répression de toute partie de notre société susceptible d'être un lieu de dissidence ou de contrôle indépendant de leurs pouvoirs : les tribunaux, les médias, le monde universitaire, la philanthropie libérale, le mouvement syndical et la gauche organisée.

Nous voyons déjà à quoi ressemble cette attaque contre la société civile, et il est clair qu'elle peut encore s'aggraver.

La priorité pour la gauche aux États-Unis doit être de prendre toutes les mesures possibles au cours des trois prochaines années pour construire un mouvement d'opposition suffisamment puissant pour vaincre cette menace autoritaire en 2028, et d'établir un rôle de premier plan pour nous-mêmes dans ce mouvement.

Comment l'arrêter

Une stratégie efficace pour mettre fin au coup d'État en cours doit comporter trois éléments essentiels : une campagne primaire démocrate populiste de gauche, menée par un candidat conscient de la nécessité d'une action directe ; une couche intermédiaire d'organisateur ayant un lien organique avec des millions d'Américains, réunis au sein d'une organisation grâce à la course à la primaire de gauche ; et des liens actifs entre l'organisation issue de cette campagne et les initiatives existantes contre l'autoritarisme, notamment les marches No Kings qui prennent de l'ampleur, l'organisation anti-ICE généralisée et l'organisation syndicale qui se met en place en vue des grèves prévues pour le 1er mai 2028.

USA Un coup d'État se prépare

Post-scriptum :

Sam Lewis is a union organizer and member of Democratic Socialists of America. He lives in Brooklyn, New York.